

---

## **Pour une Europe solidaire et prospère**

L'investiture de François Hollande à la présidence française a donné un nouvel espoir à l'Europe. Sous la férule de Berlin, les Etats membres de l'UE ont été contraints ces derniers mois d'adopter une politique d'austérité irresponsable, malgré le chômage généralisé et la récession. Pour une grande partie de la population, en particulier dans les pays du Sud de l'Europe, les conséquences de cette politique néolibérale servant uniquement les intérêts des marchés financiers ont été catastrophiques. Les décisions imposées à l'UE par le duo Merkel-Sarkozy ont également porté atteinte à la réputation de l'Europe, perçue par de nombreux citoyennes et citoyens non plus comme un instrument pour surmonter la crise, mais comme une partie du problème. Cela se comprend.

Le nouveau gouvernement socialiste de la France demande maintenant un changement de cap radical : passer du dogme rigide de l'austérité à une vision durable d'une croissance dans l'intérêt de tous plutôt que d'une poignée d'acteurs des marchés financiers.

Le PS Suisse salue ce changement de paradigme qui a si longtemps fait défaut. Cette évolution répond aux revendications de longue date de la social-démocratie européenne, réitérées début juin dans le Pacte pour la croissance et l'emploi en Europe. Ce pacte rappelle une nouvelle fois que la discipline budgétaire seule ne permettra jamais au Vieux Continent de sortir de la crise, car l'absence d'impulsion de la part de l'Etat rend impossible tout retour sur le chemin d'une croissance durable et acceptable sur le plan social. Les objectifs d'économies et autres freins à l'endettement n'ont pour effet que de réduire à néant tout espoir de progrès en matière d'emploi et de prospérité dans les Etats membres.

Nos revendications principales sont les suivantes :

- Il est inacceptable qu'un quart des jeunes Européens soient au chômage. Ce taux élevé menace gravement la cohésion sociale et le projet d'intégration européen. Tous les jeunes devraient avoir le droit d'accéder à un nouvel emploi ou de commencer une formation supplémentaire au plus tard quatre mois après la fin de leur formation ou le début d'une période de chômage. Dans l'ensemble de l'Europe, des salaires minimaux suffisants doivent être introduits pour permettre à tous les travailleurs de vivre dignement.
- L'union monétaire doit être complétée par une union sociale. Les droits sociaux fondamentaux, constitutifs du modèle social européen, ne sauraient être subordonnés aux règles du marché commun. Il est indispensable d'augmenter partout en Europe la participation aux décisions et de renforcer la position des salariés/es et des employés/es par rapport à celle des employeurs/ses et des actionnaires.
- La formation est un outil clé dans la lutte contre le chômage. Les salariés/es ont de plus en plus besoin d'une formation de base solide et de formations continues. Les Etats et l'économie doivent participer à cet investissement porteur d'avenir et garantir un environnement propice à la formation ainsi qu'un accès universel aux offres dans ce domaine.
- La désindustrialisation rampante doit être combattue par une stratégie de développement des technologies vertes (Cleantech). Des investissements pour une utilisation plus rationnelle de l'énergie, de la mobilité, des infrastructures et des communications permettraient d'une part de créer des centaines de milliers de nouveaux emplois et garantiraient d'autre part la transition écologique dans le sens d'une économie et d'une société plus respectueuses du climat.
- La lutte contre la crise financière et bancaire ainsi qu'une réglementation et une surveillance efficaces de tous les acteurs et de tous les instruments des marchés financiers doivent constituer la base de toute stratégie de croissance. Il est nécessaire d'introduire un impôt européen sur les

transactions financières, qui permettrait de lever environ 200 milliards d'euros par an, afin de répartir de manière équitable le fardeau des mesures anticrise et de générer les moyens indispensables au pacte de croissance. Par ailleurs, une action résolue s'impose contre la fraude fiscale, mais aussi contre ce qu'on appelle l'optimisation fiscale, en particulier de la part des entreprises – aidées notamment par la place financière suisse et la législation suisse. Ces méthodes coûtent chaque année des milliards aux Etats européens.

- Ces deux dernières années, l'UE a pris des décisions lourdes de conséquences visant à améliorer la discipline budgétaire des Etats membres et à surveiller minutieusement leurs mesures de politique économique. L'UE ne revendique par là rien de moins qu'un droit d'intervention dans la souveraineté budgétaire des parlements nationaux. Dans une perspective économique, il est tout à fait justifiable d'exiger un rôle plus important de l'Europe dans le domaine fiscal et économique. Toutefois, cette évolution renforce également – une fois de plus – le problème de l'UE en matière de démocratie et de centralisme. En l'absence de mesures en faveur d'une plus grande participation des citoyennes et des citoyens – vers un Etat doté d'une constitution fédérale et démocratique –, le manque de légitimité menace dans son ensemble le projet d'union monétaire, sociale et fiscale.

Nous, délégués du PS Suisse, soutenons ce pacte des socialistes et sociaux-démocrates de l'UE – pour une Europe sociale, solidaire, prospère et en paix qui est dans notre intérêt à tous.